

« Dans mon entourage, on se moque de moi, on dit que j'ai le sida, que je ne suis plus vierge. » Fatou.



AFFAIRE NAFISSATOU DIALLO LE NOUVEAU DRAME DES GUINÉENNES

En Guinée, une femme violée est souvent exclue de sa communauté.

Après la plainte de Nafissatou Diallo, victimes et associations espéraient être enfin entendues.

Un espoir déçu. Reportage.

Prononcer le nom de Nafissatou en Guinée-Conakry, c'est mettre le pied sur un terrain glissant. Le lieutenant de police Marie-Christine *, femme forte et autoritaire, accepte de parler de tout et de n'importe quoi. Sauf de ça. « Je ne fais pas de politique », esquive-t-elle. Les accusations sont-elles complètement mensongères, comme l'assurent les avocats de Dominique Strauss-Kahn ? L'immunité de DSK est-elle un argument bidon, comme le prétendent aujourd'hui ceux de la femme de chambre ? Y aura-t-il un procès au civil ? Dans tout le pays, l'affaire Nafissatou est un sujet délicat, qui a eu de graves conséquences pour toutes les femmes victimes d'agression sexuelle. « C'est très simple, observe une

Française de Conakry. Les Malinkés disent que Nafissatou, qui est peule, est une menteuse. Les Peuls pensent que c'est une victime. Cette affaire ne fait qu'augmenter le malaise ethnique, très palpable en ce moment. » Alpha Condé, le président depuis le retour à la démocratie en 2010, réputé proche du Parti socialiste français et de DSK, est un Malinké ; Cellou Dalein Diallo, son principal opposant, un Peul. A l'approche d'élections législatives très attendues, nombreux sont les Guinéens qui voudraient qu'on arrête de mettre de l'huile sur le feu.

Pour les associations de femmes et les défenseurs des victimes de viol, le sort de Nafissatou, traitée de menteuse avant même d'avoir eu droit à un procès, fait malheureusement écho à ce qui se passe chaque jour en Guinée. « Des Nafissatou, nous en avons plein », déclare amèrement Asmaou Diallo, présidente de l'Avipa (Association des victimes, parents et amis du 28-Septembre). Et de rappeler les sinistres événements du 28 septembre 2009 : au stade de Conakry, lors d'un rassemblement d'organisations civiles pour demander aux militaires au pouvoir de respecter la démocratie, des membres des forces de sécurité ont ouvert le feu et se sont livrés à des viols et à des agressions sexuelles d'une atrocité sans précédent. Human Rights Watch a